

Le mécontentement des agriculteurs européens

« Des actions annoncées toute la semaine, un projet de loi repoussé et une rencontre prévue entre le Premier ministre, Gabriel Attal et les syndicats majoritaires, les agriculteurs en colère mettent la pression sur l'exécutif depuis plusieurs jours au point d'agiter le spectre de nouveaux "gilets verts". Une contestation qui ne se manifeste pas uniquement à l'intérieur de nos frontières. Mais s'étend à toute l'Europe. Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Roumanie... Les manifestations d'agriculteurs se multiplient afin d'exprimer les difficultés à vivre de ce métier.

Si les revendications sont diverses en fonction des pays, une cible se dégage : la politique européenne et ses normes perçues comme drastiques, voire incohérentes avec les objectifs nationaux visant à la souveraineté alimentaire. [...]

Avec 9 à 10 milliards d'aides directes par an, la France est le premier bénéficiaire (18 %) de la Politique Agricole commune (PAC), le premier poste de dépenses de l'Union européenne ; "Historiquement, les agriculteurs sont les premiers Européens. Une majorité d'entre eux savent ce que l'Europe leur a apporté. Mais ce soutien s'érode, car la PAC n'intègre pas l'inflation. Dans le même temps, le Pacte Vert européen comporte une cinquantaine de textes sur les réductions d'émissions, la qualité des sols, la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires... [...]", souligne le Secrétaire général du *think tank* Farm Europe. Particulièrement visée par les agriculteurs, la stratégie de la "ferme à la fourchette" qui a pour objectif de porter à 25 % la part de l'agriculture biologique, à l'horizon de 2030. "Mais cette stratégie n'est pas encore appliquée, donc elle ne peut avoir d'impact sur le revenu des agriculteurs qui viennent de découvrir que les aides PAC seront conditionnées à cette stratégie. Je pense qu'une partie de l'exaspération, ce sentiment de décalage vient de là. Les agriculteurs aimeraient entendre un discours de vérité de la part de la Commission sur ces objectifs qui ne sont pas tenables au moment où le bio subit une crise et ne représente que 10 % de la production", analyse un ingénieur de recherche en économie à l'INRAE.

Pour David Cormand, eurodéputé vert, la PAC ne va pas dans le sens d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement. "40 % du budget européen va vers l'agriculture. Mais 80 % de la PAC va à 20 % des plus riches, car elle est calculée majoritairement à l'hectare. Donc d'un côté la commission encourage à aller vers le bio, mais vous avez des aides qui encouragent à aller contre. Les aides devraient au contraire pousser à changer de modèle. Au lieu de ça, on laisse les agriculteurs se débrouiller tout seuls". »

- S. Barbarit, « Agriculteurs en colère : pourquoi l'Union européenne est pointée du doigt ? », publicsenat.fr, 22 janvier 2024.